

SOMMAIRE

N° 1 – AVRIL 2022



Edito

p. 1



Politique financière

p. 2-3



Activités revendicatives

p. 4 à p. 9



Formation syndicale

p. 10 à p.12

Cahier spécial Congrès

Rapport d'activités 2017-2021

Résolution n° 1

Résolution n° 2

Bulletin de discussion

p. 13 à 42

Union Locale CGT de Nancy et ses environs
17 rue Drouin 54000 Nancy
Tél. : 03 83 32 20 14
Mail : ul-cgtncy@wanadoo.fr
ISSN 1264-8493



Edito

Défendre les intérêts de la classe ouvrière, en France et au-delà de nos frontières.

Le capitalisme impérialiste a atteint un stade morbide voire putréfié. Le capitalisme est un système qui, à cause de ses contradictions internes, passe généralement de crise en crise avec entre elles des périodes de rémission. Nous n'en sommes plus là !

Les crises ne se succèdent plus, elles se surajoutent et s'aggravent mutuellement : crise économique et sociale, crise politique, crise environnementale...

Les capitalistes et leurs serviteurs zélés des gouvernements à leur service n'ont aucune solution pour sortir de l'impasse dans laquelle ils nous mènent et ils entendent bien nous faire payer leur désastre. Toutes leurs actions sont des facteurs d'aggravation de la situation.

Cette situation de crise permanente aggravée conduit à des tensions géopolitiques qui se transforment dorénavant en situation de guerre quasi-ouverte entre puissances impérialistes. Pour assoir leur domination mondiale, elles se combattaient, jusqu'à récemment, par pays dominés interposés dans des zones « périphériques » du Moyen-Orient et d'Afrique, projetant les populations locales dans des situations de véritable barbarie. Aujourd'hui, l'Europe est touchée par les aventures guerrières, c'est malheureusement la continuité logique des politiques menées par les différents pays impérialistes depuis des années.

Si nous ne nous mobilisons pas pour les en empêcher, ces pyromanes vont finir par mettre le feu à la terre entière, comme lors des deux précédentes guerres mondiales. La différence entre hier et aujourd'hui, c'est qu'ils ont maintenant, grâce à leur armement de destruction massive, la capacité de détruire toute civilisation, et pas seulement d'envoyer sur les champs d'horreur des millions de travailleurs pour défendre les intérêts des capitalistes.

On prête à Jaurès la parole suivante : « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Difficile de savoir s'il l'a vraiment dit, mais quoi qu'il en soit, cette sentence n'a jamais été aussi vraie.

Seule l'action de la classe ouvrière, sur le terrain de la lutte des classes, peut nous permettre de sortir du cul-de-sac, avec comme boussole une orientation d'indépendance de classe. Ce qui signifie qu'on ne peut faire confiance dans les politiciens défendant les intérêts des capitalistes et dans les institutions du capital au niveau national comme international. Ils ne défendront jamais rien d'autre que leurs propres intérêts au détriment des peuples, des travailleurs et travailleuses, en Ukraine comme au Yémen, en Afghanistan ou en Syrie, au Mali et dans le Sahel, etc.

Poutine est un criminel sanguinaire depuis la Tchétchénie hier jusqu'à l'Ukraine aujourd'hui en passant par l'Ossétie du Nord et la Syrie, doublé d'un autocrate tyrannique pour le peuple russe qui défend exclusivement les intérêts des oligarques russes (dont les siens). Mais les boutefeux et les va-t-en-guerre de l'impérialisme occidental, qu'ils soient en France, en Allemagne, aux USA au Conseil de l'UE ou au Parlement européen, ou encore à l'OTAN portent aussi leur responsabilité dans la catastrophe vécue par des millions d'Ukrainiens et Ukrainiennes.

Nous devons refuser tout « campisme » - cette injonction à être pour un camp ou l'autre avec pour corollaire de s'aligner sur les intérêts impérialistes des capitalistes d'un camp ou de l'autre. Ils sont tous aussi fautifs ! Notre seul camp doit être celui de l'internationalisme ouvrier : « Prolétaire de tous les pays, unissez-vous ! » clame en conclusion le Manifeste du Parti communiste.

Yann Venier

Secrétaire général



Politique financière



Spécial Congrès UL CGT Nancy Des 9 et 10 juin 2022 U R G E N T

POLITIQUE FINANCIERE DE L'UL CGT DE NANCY

Clôturez rapidement l'année 2021 !!

Cher(es) Camarades,

L'union locale vient de recevoir l'état COGETISE au 28 février 2022 qui fait état des versements fait à Cogétise dernièrement.

**2977 FNI 2021 et 25556 timbres 2021 ont été réglés
Soit par rapport à 2020 de date à date - 420 FNI ET - 4130 timbres**

Un grand nombre de syndicats (30) n'ont encore rien réglé à Cogétise, ni en FNI, ni en timbres pour l'année 2021 alors que nous entamons le 4^{ème} mois de l'année 2022.

Nous sommes à 2 mois de la tenue du congrès de l'Union Locale CGT de Nancy qui se tiendra les 9 et 10 juin 2022 à la salle Berni Bonvoisin de Vandoeuvre les Nancy.

L'année de référence prise en compte pour le calcul des voix et des mandats est l'année 2021 conformément aux statuts de l'UL.

De plus, le syndicat qui n'aura pas réglé ses cotisations 2021 au 30 avril 2022, ne pourra pas voter au congrès de l'UL CGT de Nancy.

Cela devient urgent !!

Après avoir contacté les syndicats en retard, nous avons eu confirmation pour un grand nombre qui ne sont pas à jour, que des règlements à Cogétise avaient été effectués mais qu'ils ne transparaissaient pas encore dans l'état Cogétise au 28 février 2022.

Certes, nous vivons une période très difficile depuis deux ans avec la pandémie et ses conséquences sanitaires (confinement, télétravail) qui ont pesé et pèsent encore sur les salariés, sur nos syndicats, nos militantes et militants qui se sont éloignés de la vie syndicale, sans compter les trésoriers, qui ont du mal à effectuer des règlements réguliers de cotisations à Cogetise, en y ajoutant les ennuis que certains syndicats ont rencontré avec le Crédit Coopératif dont ils sont affiliés, n'ont fait qu'aggraver la situation de la politique financière de l'UL de Nancy.

Toutes ces difficultés que la CGT et ses syndicats subissent de plein fouet ne font qu'aggraver la situation de la politique financière et nuisent au bon fonctionnement de la CGT.

En ne réglant pas les cotisations syndicales à COGETISE, les syndicats ne respectent pas les règles de vie de la CGT qui sont inscrites dans les statuts.

Si les syndicats du périmètre de l'UL de Nancy perduraient à ne pas régler leurs cotisations syndicales, cela remettrait en cause une partie de l'activité de l'UL et de ses structures, au moment où les dépenses mensuelles (photocopieur, téléphone, internet, salaires de nos salariées, fluides (eau, électricité, fioul) sont à régler et on ne peut y échapper.

C'est pourquoi en tant que responsable à la politique financière, je me permets d'interpeller tous les trésoriers des syndicats qui ne sont pas à jour de leurs cotisations 2021, de faire un règlement rapidement à Cogétise et d'en informer l'UL.

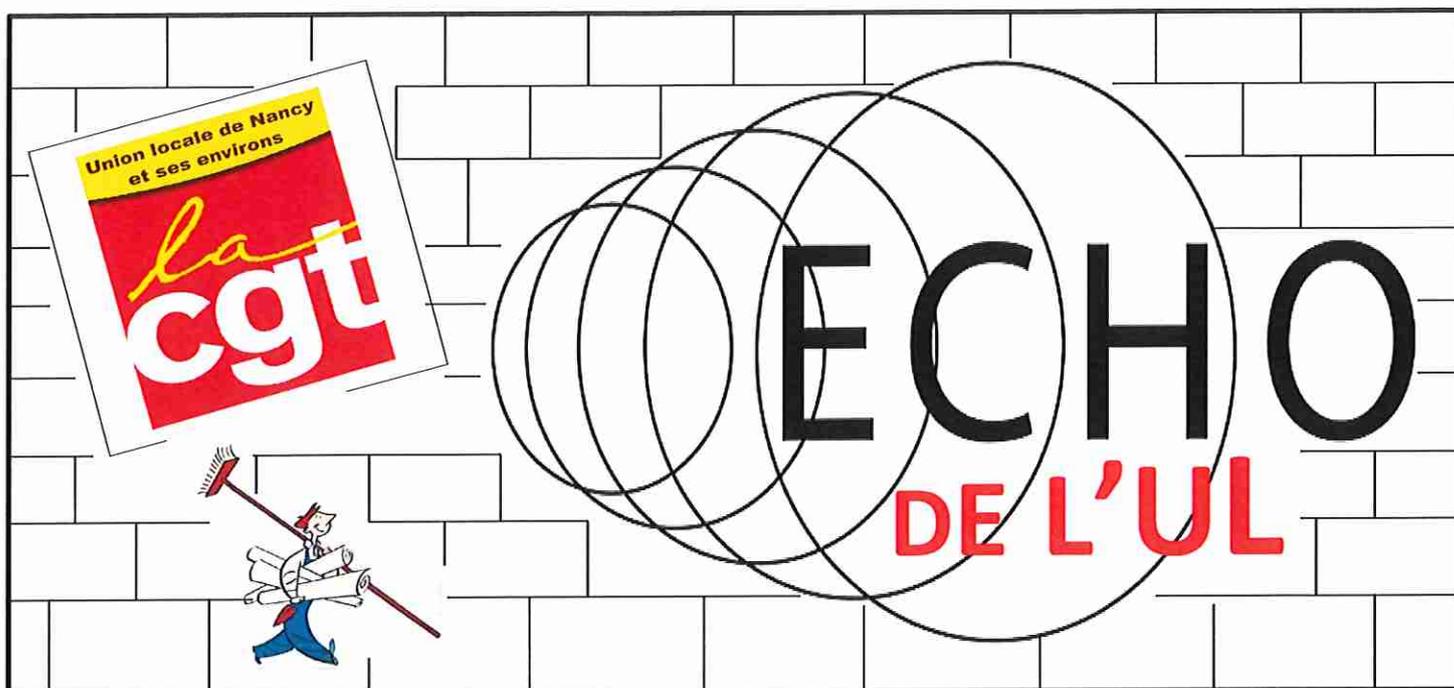
S'il s'avérait que leur règlement soit arrivé à Cogétise et que le chèque ne soit pas débité, cela arrive aussi, avertir la responsable à la politique financière de l'UL qui interviendra rapidement auprès de COGETISE.

**Cher(es) Camarades, il faut se ressaisir au plus vite !!!
Alors vite faites les règlements à Cogétise !**

Si certains syndicats rencontrent des problèmes pour effectuer des règlements, la responsable politique financière de l'UL se tient à leur disposition pour les aider.

Fraternellement.

Pour l'Union Locale CGT de Nancy
Françoise Lemoine
Responsable politique financière de
l'UL
Tél. : 06 41 11 37 58



SOMMAIRE

N° 1 – AVRIL 2022



Edito

p. 1



Politique financière

p. 2-3



Activités revendicatives

p. 7 à p. 24



Formation syndicale

p. 25 à p. 27



Culture

p. 28

Cahier spécial Congrès

Info sur la tenue du congrès

Edito spécial congrès

Bulletin de discussion spécial congrès

p. 29 à 35

Union Locale CGT de Nancy et ses environs
 17 rue Drouin 54000 Nancy
 Tél. : 03 83 32 20 14
 Mail : ul-cgtncy@wanadoo.fr
 ISSN 1264-8493



Activités revendicatives



15 février 2022
Journée d'action
Chez UPS

Une NAO qui ne couvre même pas l'inflation qui ne cesse de grimper pendant que notre entreprise fait des profits records (nous avons déjà atteint les plans de 2025), des conditions de travail de plus en plus dégradées avec une augmentation constante de la productivité, un management de plus en plus agressif et répressif, une dégradation du matériel, un PSE non justifié, un dialogue social de plus en plus inexistant et aucune réelle reconnaissance suite aux efforts consentis pendant la crise sanitaire qui perdure. UPS France sas ne considère plus ses salariés et ne les récompense plus à la hauteur de ce qu'ils font gagner à nos actionnaires qui, eux, s'en mettent plein les poches : c'est assez...



Appel à la mobilisation

L'entreprise a su verser des millions de dollars à ses actionnaires mais refuse d'accorder une augmentation générale digne de ce nom pour les 2400 salariés de l'entreprise ! C'est inacceptable ! Pendant ce temps, nous, salariés, voyons notre pouvoir d'achat fondre comme neige au soleil : flambée des prix du carburant et des énergies, etc...

Avec une inflation record pour 2021, nous sommes TOUS concernés.

Soyons forts ensemble, mobilisons-nous pour défendre notre pouvoir d'achat.

L'intersyndicale répond à votre demande :

Ensemble, défendons nos intérêts !!

Lors des NAO, les revendications des salariés ont été balayées d'un revers de main par les représentants de l'entreprise, qui les ont comparés à « la liste du Père Noël ». C'est un manque total de respect !!!

Le conseil d'administration d'UPS déclare un dividende trimestriel de 1,52 \$, une augmentation par action de 49 % par rapport à l'année précédente,

ET CA, C'EST GRACE A NOUS TOUS !!!

ARRETONS DE NOUS FAIRE TONDRE LA LAINE SUR LE DOS

NOUS SOMMES DES EXPRESSISTES ET, MEME SI SEUL ON VA VITE, ENSEMBLE

NOUS IRONS PLUS LOIN !!!

REJOIGNEZ LE MOUVEMENT !!!



Journée internationale de lutte pour les droits des femmes 8 mars 2022



Mobilisation des Psychologues

Le 10 Mars à 14h30

Devant le Siège de l'ARS Grand Est

3, boulevard Joffre Nancy



UNION SYNDICALE DÉPARTEMENTALE DE LA SANTÉ ET DE L'ACTION SOCIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE



Communiqué de presse

Jeudi 10 mars 2022, les psychologues sont appelé(e)s à se mobiliser une nouvelle fois.

Les raisons de la colère ?

Les annonces plus que décevantes du gouvernement suite aux assises de la santé mentale organisées par M.VERAN les 27 et 28 septembre 2021 et le récent dispositif « Mon Psy » qui entrera en fonction en avril 2022.

Ce dispositif n'est qu'un pis-aller et un véritable camouflet infligé aux psychologues puisqu'il prévoit des consultations d'1/2h (limitées à 8 par an) et prises en charge par la Sécu à hauteur de 30€ par séance mais uniquement sur des critères spécifiques et après adressage par un médecin.

Dans un contexte où la souffrance psychologique des français est particulièrement prégnante, la CGT entend prendre toute sa place pour peser dans le débat politique, qui plus est en cette période de campagne présidentielle et sur ces enjeux de santé publique !

La CGT et son collectif psychologues formulent des revendications fortes sur lesquelles nous ne transigerons pas :

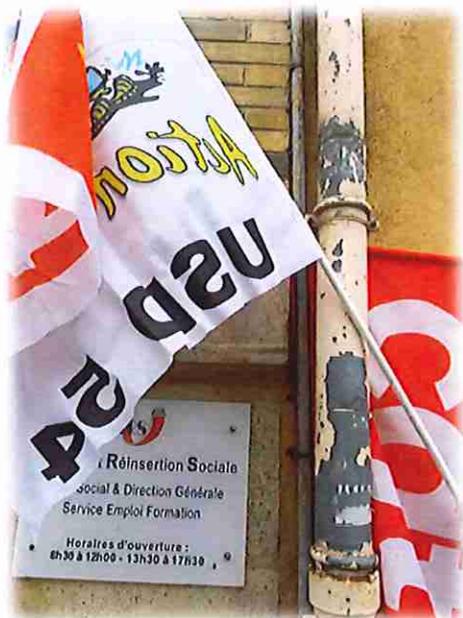
- ✎ la consultation des psychologues libéraux en accès direct avec une prise en charge à 100% par la Sécurité Sociale,
- ✎ le renforcement des moyens au sein des services publics de proximité en commençant notamment par rouvrir sur notre territoire certains Centres Médico-Psychologiques honteusement fermés par la politique d'austérité menée ces dernières années,
- ✎ des revalorisations salariales à la hauteur de la spécificité de la profession et des missions primordiales qui leur sont confiées (en commençant par l'augmentation significative des psychologues de la Fonction Publique Hospitalière exclus des derniers reclassements Indiciaires Ségur et qui gagnent entre 30 et 50% de moins que dans le privé associatif sur les salaires de début de carrière),
- ✎ des recrutements massifs et pérennes au sein de la fonction publique, ...

Localement, la CGT appelle les psychologues à se rassembler à 14h30 devant le siège de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, 3 boulevard Joffre à NANCY. Une délégation sera reçue à 15h.

Contacts presse :

Emmanuel FLACHAT – secrétaire départemental : 06-10-70-41-48
Virginie TOUNKARA – psychologue : 06-78-00-82-85





Le Premier ministre Jean Castex a arbitré et octroyé 183 € à une partie des professionnel.le.s du social et du médico-social. Ce n'est que justice, une première victoire, mais loin de nos revendications de 300 € nets !

Il continue à écarter de ces mesures une partie de nos collègues. La plupart de ces professionnel.le.s sont parmi les travailleurs dont le salaire est le plus précaire. Pour la CGT, c'est inacceptable ! Chaque personnel de nos établissements et services a fourni, comme toujours, de nombreux efforts pour accueillir le plus dignement possible les personnes accompagnées. Pour la CGT, le compte n'y est pas et les mesures annoncées sont extrêmement insuffisantes et demeurent injustes.



Tout le monde est indispensable, tout le monde doit voir son salaire revalorisé !

15 mars 2022
Journée d'action
dans l'action sociale

De plus, la bataille s'engage pour gagner une convention collective unique de haut niveau. Les employeurs et le gouvernement ont ouvert le chantier de la refonte à minima de nos droits conventionnels. Nous continuerons donc à faire pression pour que nos revendications soient enfin appliquées à l'ensemble des métiers !

Les filières logistiques, administratives, techniques et enseignantes ainsi que les métiers non mentionnés à l'annexe 3 de l'accord Laforcade ne doivent pas être les victimes de la non-reconnaissance de notre secteur de la part du Premier ministre et de son gouvernement.

L'USD CGT Santé et Action Sociale appelle l'ensemble des travailleurs du social et du médico-social à se mobiliser mardi 15 mars 2022
RDV à 14h devant l'ARS boulevard Joffre à NANCY puis départ vers la Préfecture où nous demanderons une audience !

Signez la pétition :





AUGMENTER LES SALAIRES, C'EST POSSIBLE ET C'EST MAINTENANT !

Grève et Manifestation
Interpro
17 mars 2022

Les revendications des travailleuses et travailleurs n'ont pas disparu avec la crise sanitaire, bien au contraire elles s'accroissent !

Alors pour plus de justice sociale et environnementale, il est temps de :

- Passer à un temps de travail de 32H hebdomadaire pour travailler tous et travailler mieux
- De revaloriser le travail avec des salaires permettant de vivre dignement
- Revaloriser les grilles salariales et les classifications des conventions collectives.
- Les retraites et le SMIC à 2000€
- D'exiger le retrait de la réforme de l'assurance chômage
- Revenir à des services publics dignes de ce nom
- Réindustrialiser de nos territoires avec des moyens de productions prenant en compte la lutte contre le réchauffement climatique
- La création d'une sécurité sociale intégrale



Le 24 mars, les retraités étaient dans la rue pour les pensions, la santé et les services publics



**Le 24 mars, les Retraités seront dans la rue
pour les pensions, la santé et les services publics**

POURQUOI les retraités sont sacrifiés ?

- Pourquoi nos pensions « décrochent » chaque année et baissent régulièrement au regard du coût de la vie ? Pourquoi en 10 années avons-nous perdu près de 10 % du montant initial de nos pensions ?
- Pourquoi a-t-il fallu le scandale ORPEA pour que les médias s'intéressent à la situation des personnes très âgées dans les EHPAD, situation que nos organisations dénoncent depuis des années ? Pourquoi les résidents des EHPAD ont-ils été interdits d'accès aux urgences hospitalières au beau milieu de la pandémie, entraînant ainsi 34 000 décès parmi les 600 000 résidents des Ehpads, soit plus d'un décès sur trois constaté en France ? Retraités, nous sommes :
 - sciemment appauvris,
 - volontairement sacrifiés.

Ce que les retraités ne sont pas :

Ils ne sont pas un coût mais une richesse : les pensions qu'ils perçoivent sont un droit issu des cotisations versées au long de leur vie de travail et elles alimentent le dynamisme de l'économie.

Ils ne sont pas un problème sanitaire : le vieillissement, c'est la vie, il n'entraîne pas une perte de dignité du fait de la diminution des capacités physiques.

Nous ne l'accepterons jamais !

Le 24 mars 2022, nous manifesterons dans les régions et les départements pour dire notre colère et nos revendications. En pleine période électorale présidentielle et législatives, nos 9 organisations tiennent à imposer le social dans l'actualité et rappellent leurs revendications :



Mobilisation contre les expulsions locatives

Le 25 mars 2022



L'Union locale appelle également à se mobiliser avec Droit au Logement (DAL). Nous sommes signataire du texte suivant :

Comme vous le savez, les expulsions locatives et les coupures d'énergie vont reprendre à compter du 1er avril prochain.

L'expulsion de son logement est toujours un drame pour le ménage qui en est victime. C'est une humiliation, vis à vis de soi-même, de sa famille, de son entourage. C'est une source de dépenses supplémentaires, pour accéder à un nouveau logement. C'est une rupture dans la scolarité des enfants, souvent contraints de changer d'école...

En Meurthe et Moselle, environ un millier de ménages sont assignés chaque année au Tribunal pour impayés de loyer et une centaine d'expulsions sont conduites avec le concours de la force publique (police ou gendarmerie).

Les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire risquent de se traduire par une augmentation des impayés locatifs et du nombre de procédures d'expulsion. Les réformes de l'APL et de l'Assurance chômage, l'explosion des tarifs de l'énergie et l'inflation ne pourront qu'aggraver la situation des ménages les plus fragiles.

Nous souhaitons donc prendre une initiative pour à la fois sensibiliser l'opinion publique et faire pression sur la Préfecture.

Pour cela, nous organisons un « Rallye Anti-Expulsions »

Il s'agit de faire le tour des différentes institutions (Etat, Conseil départemental, CAF, Métropole...) et des principaux bailleurs (mmH, OMH, Batigère, Vivest, UNPI, FNAIM, 3F, Villogia, CDC-H...) pour leur déposer une motion demandant, entre autres, l'arrêt des expulsions locatives sans relogement.

Ce sera se terminera par une conférence de presse où seront présentés l'ensemble de nos revendications, mais aussi l'accueil donné (ou pas) par chacun des organismes visités

Vous trouverez en PJ la motion, signée par DAL54, SiToitLien, CGT-54 et UL CGT de Nancy et Solidaires-54 ...

L'impact de cette initiative sera proportionnel au nombre de personnes qui nous accompagnerons.

Non aux expulsions

A partir du 1er avril 2022, les expulsions locatives et les coupures d'énergie vont recommencer.

L'expulsion de son logement est toujours un drame pour le ménage qui en est victime :

- C'est une humiliation, vis à vis de soi-même, de sa famille, de son voisinage,
- C'est une source de dépenses supplémentaires, pour accéder à un nouveau logement,
- C'est une rupture dans la scolarité des enfants, souvent contraints de changer d'école...

En Meurthe et Moselle, chaque année, plus de 1 000 ménages sont assignés au tribunal pour impayés de loyer. Et, une centaine d'entre eux sont expulsés avec le concours de la force publique (police ou la gendarmerie).

Les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire risquent de se traduire par une augmentation des impayés locatifs et du nombre de procédures d'expulsion. Les réformes de l'APL et de l'Assurance chômage, l'explosion des tarifs de l'énergie et l'inflation ne pourront qu'aggraver la situation des ménages les plus fragiles.

Avec les ménages concernés, les organisations signataires exigent

- o L'arrêt des expulsions locatives sans relogement et des coupures d'énergie ;
- o La facilitation de la prise en charge des impayés par les dispositifs d'aide ;
- o La production de logements sociaux à loyer abordable ;
- o La garantie d'un revenu décent à l'ensemble des ménages ;
- o L'encadrement des loyers et la revalorisation des aides au logement ;
- o La non-récupération des indus CAF sur les aides au logement.





Formation

Calendrier des formations syndicales 1^{er} semestre 2022

Accueil (découvrir la CGT)

Les 9 et 10 mai 2022

Niveau I (module 3)*

Du 23 au 25 mai 2022

(Participer à la vie de la CGT)

(*) Le secteur formation confédéral a mis en place une nouvelle mouture de la formation Niveau I. Elle s'intitule maintenant « Participer à la vie de la CGT ».

Cette formation se compose de 3 modules

Module 1 : 3 jours

- Qu'est-ce que la société capitaliste mondialisée
- L'organisation de la société dans le système capitaliste

Module 2 : 2 jours

- L'action syndicale du lieu de travail à l'international
- La CGT, notre mode d'organisation

Module 3 : 3 jours

- La démarche CGT pour transformer la société
- Mener la bataille des idées
- Organiser la mobilisation
- Négocier pour gagner

Auparavant articulée sur 5 jours, la formation « Participer à la vie de la CGT » s'articulera maintenant sur 8 jours. Les modules 1 et 2 se dérouleront sur une semaine puis le module 3 sur 3 jours.

Les stagiaires doivent donc prévoir une articulation de formation sur une semaine et demie (8 jours), ce qui imputera considérablement les douze jours de formation octroyés à chaque salarié.

La formation « Participer à la vie de la CGT » devra être complète pour être validée (le stagiaire devra donc participer aux trois modules) pour pouvoir faire le Niveau 2 « développer la CGT ».

Il est donc nécessaire de faire la demande de formation dès le départ à l'employeur pour les deux sessions.

F I C H E D ' I N S C R I P T I O N
Stage de Formation organisé par l'Union Locale CGT Nancy

Intitulé de la Formation : -----

Dates de la formation : Du ----- au -----

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Tél : _____ Portable : _____ Adresse électronique : _____

Entreprise : _____ Secteur Public, nationalisé ou Privé : _____

Demande de congé formation économique, sociale et syndicale à l'employeur faite

Existence du syndicat - de 2 ans + de 2 ans

Le salarié a-t-il besoin d'une convocation ? (si fonction publique)

Oui Non

Merci de bien vouloir préciser si vous rencontrez des problèmes pour le financement pédagogique de cette formation : -----

Signature du secrétaire du syndicat

Nom et Prénom

Fiche à retourner à

Union Locale CGT Nancy

17 rue Drouin

54000 NANCY

E-mail : ul-cgtncy@wanadoo.fr

Tél : 03 83 32 20 14

Toute inscription à une session de formation doit se faire à l'aide de cette fiche. En l'absence, aucune inscription ne sera prise en compte.

L'adresse personnelle ainsi que le téléphone du/de la stagiaire est obligatoire afin de lui envoyer confirmation et modalités de la session de formation.

Votre demande de congé de formation économique, sociale et syndicale est à adresser à votre employeur, à minima 30 jours à l'avance.

Vous devez vous assurer que votre demande a bien été reçue, soit par un récépissé de son dépôt, soit en l'envoyant par lettre recommandée avec accusé de réception.

*Le congé de formation économique, sociale et syndicale est accordé sur demande des salariés. Il est de droit, sauf si l'employeur estime, après avis du comité d'entreprise, que l'absence est préjudiciable à la production et à la bonne marche de l'entreprise. **Tout refus doit être motivé et notifié à l'intéressé dans les huit jours qui suivent le dépôt de la demande.** En cas de litiges, le salarié peut saisir le conseil des prud'hommes statuant en référé.*

OOO

Nom et prénom du salarié

Adresse

Code Postal et Ville

Madame la Directrice ou Monsieur le Directeur de l'entreprise ou de l'établissement.....

Adresse

Code Postal et Ville

A....., le.....

Objet : demande de congé de formation économique, sociale et syndicale

Madame la Directrice ou Monsieur le Directeur,

Conformément aux articles L 2145-5 et suivants du Code du travail, j'ai l'honneur de vous demander l'autorisation de m'absenter de l'entreprise du (date de début de la formation)....., au (date de fin de la formation)....., en vue de participer à une formation économique, sociale et syndicale organisée par « La formation syndicale CGT » (ou l'institut de.....) qui est un organisme agréé.

Je vous rappelle que conformément à l'article L 2145-6 du Code du travail modifié par l'ordonnance N°2017-1386 du 22 septembre 2017 (V), le salarié bénéficiant du congé de formation économique, sociale et syndicale a droit au maintien total par l'employeur de sa rémunération.

Dans l'attente d'une réponse favorable, recevez, Madame la Directrice ou Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

(Signature)



**Les 9 et 10
juin 2022**

*À Vandoeuvre
Salle Bernie Bonvoisin*



Cher-e-s camarades,

Vous trouverez dans les pages qui suivent les 3 premiers textes qui seront soumis au congrès du 9 et 10 juin prochain. A savoir :

- Le bilan d'activité, qui a été validé à l'unanimité des présents (+ 2 votes « pour » consultatif) par la commission exécutive de l'UL
- La résolution n°1 sur l'organisation et le fonctionnement, qui a été validée à l'unanimité des présents (+2 votes « pour » consultatifs) par la commission exécutive de l'UL
- La résolution n°2 sur la défense des locaux, qui a été validée à l'unanimité des présents par la commission exécutive de l'UL

Le bilan financier et le texte d'orientation vous seront envoyés ultérieurement.

Un travail d'amendement des syndicats est évidemment possible. Pour ce faire, nous invitons les syndicats de notre périmètre à diffuser les textes à l'ensemble des camarades de votre syndicat et à organiser une réunion pour en discuter lorsque cela est possible, sinon par le moyen que vous jugerez opportun.

Veillez à nous faire parvenir vos amendements éventuels avant le 16 mai dans la mesure du possible concernant ces trois textes. Cela permettra à la commission des amendements qui sera désignée par la commission exécutive de se réunir en amont du congrès afin de les étudier.

Par ailleurs, nous avons ouvert un bulletin de discussion dans l'Echos de l'UL, vous permettant de partager vos analyses et perspectives générale concernant la situation sociale, la lutte des classes, ainsi que plus spécifiquement concernant l'Union local. D'ici le congrès, il y aura encore un Echo publié fin avril ou début mai, et un autre fin mai ou début juin... à vos plumes !

Yann Venier

Secrétaire général



Bilan d'Activités 2017-2021

Rapport d'Activités 2017-2021

2 Nous avons connu, il y a 5 ans, un congrès de grande qualité qui alliait débat et
3 fraternité, ambition et convivialité. Avec réalisme, nous avons mis sur la table les
4 difficultés auxquelles nous étions confrontés :

5 Le renouvellement militant avec ce douloureux constat que notre structure fonctionnait
6 avec un nombre restreint de camarades dont certains avaient dépassé l'âge pivot.

7 La précarité de notre situation au sein des locaux historiques suite à la décision de
8 Monsieur Hénart de dénoncer la convention qui nous liait à la municipalité. C'est pour
9 tenter de répondre à ces problématiques que l'équipe sortante soumettait 3 résolutions
10 au congrès.

11 La première portait sur le rôle de l'UL et insistait sur la nécessité d'impulser une activité
12 revendicative, de débattre avec l'ensemble des structures CGT et d'être à l'initiative
13 d'actions et d'unité syndicale.

14 Le deuxième portait sur le besoin impérieux de trouver des militants susceptibles
15 d'intégrer notre UL. Nous avons résumé ce mot d'ordre par cette formule : ouvrir grand
16 les portes et fenêtres de l'UL CGT de Nancy.

17 Enfin, la troisième résolution transformée en motion votée unanimement déclinait
18 notre volonté de conserver nos locaux et notre détermination à défendre notre
19 présence au 17 rue Drouin.

20 Le congrès et ses 132 congressistes représentant près de 3000 syndiqués votera
21 largement en faveur de ces résolutions. Le plus dur restait à faire, à savoir les mettre
22 en œuvre.

23 **5 ans de lutte des classes et de crises diverses**

24 Avant de dresser le bilan sur ces actions, arrêtons-nous un moment sur ces cinq
25 dernières années qui furent marqués par 3 événements essentiels : l'arrivée de
26 Macron, les gilets jaunes et le mouvement syndical contre la réforme des retraites. Il
27 n'aura échappé à personne que ces événements sont évidemment liés.

28 Macron arrive au pouvoir en surfant sur le rejet d'une droite corrompue et d'une gauche
29 qui trahi ses idéaux. Le quinquennat de Hollande a mis au grand jour la collusion entre
30 le PS et le patronat et Pénélope fut la révélatrice des abus d'élus Républicains sûrs de
31 leur impunité. Le jeune banquier accède au trône, par défaut, et malgré les attaques
32 faites au monde salarié au travers d'ordonnances qui ont fragilisé les travailleurs.

33 Les premières mesures du gouvernement Philippe, en automne 2017 sont brutales et
34 touchent particulièrement les retraités, les jeunes et les fonctionnaires.

- 35 - Suppression des contrats aidés
- 36 - Hausse de la CSG
- 37 - Coupes budgétaires
- 38 - Baisse des effectifs dans la fonction publique

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

39 La CGT va bien sûr organiser la riposte. Nombre de syndicats vont appeler à l'action.
40 Sur notre UL, le CHU, l'UGECAM, le CPN, le GRT Gaz, les salariés de BUT et les
41 cheminots expriment leur mécontentement.

42 Après deux manifestations interpro en septembre, c'est une grève interpro qui est
43 organisée le 10 octobre suivi d'une action de l'AFPA le 13 octobre.

44 La fonction publique est en première ligne, non seulement du fait des annonces
45 mortifères mais aussi au vu d'un état des lieux catastrophiques : pénurie de moyens,
46 d'effectifs au sein des hôpitaux, des trésoreries, des pompiers, de la police, des
47 enseignants.

48 Dans le même temps, les cadeaux au patronat sont pérennisés voire augmentés. A
49 l'UL, il nous faut tenir deux objectifs : accompagner les actions revendicatives et mener
50 la bataille sur les locaux. En novembre, nous nous inviterons au conseil municipal de
51 Nancy afin de démontrer notre détermination. La décision d'instaurer un printemps de
52 l'UL au-travers d'initiatives de rassemblement prend corps à ce moment-là.

53 Toujours en novembre, actions à l'INRS et aux Finances Publiques avec, toujours au
54 cœur des revendications, les moyens de service public. Le privé n'est pas épargné par
55 les conséquences d'une politique libérale extrême. En décembre, ce sont les Brico et
56 Casto qui portent un mouvement pour dénoncer leurs conditions de travail. C'est dans
57 un contexte chargé que débute 2018 et ce d'autant que le gouvernement accentue sa
58 politique néo libérale. Aux ordonnances de la loi travail XXL viennent d'ajouter des
59 hausses significatives dans nombre de domaines.

60 CSG + 1,7 %

61 Forfait hospitaliser + 15 %

62 Electricité + 20 %

63 Gaz + 4,7 %

64 Fuel + 31 %

65 Contrôle technique + 23 %

66 Timbres + 12 %

67 La colère gronde dans le pays même si elle ne s'exprime toujours pas collectivement.
68 Le 12 janvier, l'université de Lorraine est dans l'action. Fin janvier, la CGT organise
69 une rencontre/Débat autour des conditions de vie et de travail dans les Ehpad, vitrines
70 de la casse hospitalière. Cette rencontre sera suivie d'une action remarquable et
71 remarquée des personnels de maisons de retraite.

72 Les fonctionnaires seront dans la rue le 22 mars 2018, à l'appel de 7 organisations
73 syndicales. Elles dénoncent la dégradation des services publics et la perte
74 conséquente du pouvoir d'achat.

75 C'est également en mars que l'UL démarre ses initiatives pour la défense des locaux.
76 Le printemps de l'UL, c'est plus de 10 initiatives qui vont nécessiter une énergie
77 conséquente de la part du collectif revendicatif entouré de bénévoles dévoués et

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

78 engagés. Concerts, brocantes, diffusions de film ou débats sont proposés et
79 permettent d'expliciter le rôle essentiel de l'UL sur le bassin Nancéien.

80 Le 1^{er} Mai 2018 va rassembler 2000 manifestants. Notre Union Locale, forte de 45
81 bénévoles, assurera la partie festive et conviviale dans un esprit combatif. Le
82 printemps 2018 voit se succéder nombre d'actions professionnelles (Energie, Pages
83 jaunes, SNCF et bien sûr la fonction publique).

84 Rappelez-vous : en avril, l'UL va inciter une AG, regroupant plus de 100 délégués afin
85 de faire un point intermédiaire sur l'activité menée.

86 Nous pointions déjà du doigt quelques difficultés. Difficultés à œuvrer au sein des
87 collectifs, difficultés à renouveler les moyens militants et difficultés à mobiliser les
88 camarades. A cela s'ajoutait, et cela dure encore, une répression à l'égard de nos
89 militants syndicaux. Nombre de camarades sont touchés (CCAS, Ehpad, SNCF, OHS,
90 CHU

91 La riposte à ces attaques va évidemment s'organiser, solidairement, financièrement et
92 par la lutte : c'est l'honneur de la CGT de défendre les siens.

93 On ne peut évoquer cette période sans parler de la lutte des cheminots. Déclinant le
94 rapport SPINETTA, les pouvoirs publics s'attaquent au monopole ferroviaire et au
95 statut des salariés. L'action menée par nos camarades sera exemplaire. La stratégie
96 gouvernementale qui préfigure celle d'aujourd'hui ; le pourrissement. Après France
97 Télécom, EDF/GDF, c'est au tour de la SNCF d'être sacrifiée au nom d'un profit
98 toujours plus rémunérateur.

99 La fin de l'année 2018 va être marquée par l'émergence d'une contestation qui prend
100 de nouvelles formes, qui impliquent de nouvelles personnes et qui démarre dans des
101 lieux insolites : les ronds-points. L'acte I des gilets jaunes débute en novembre. Au
102 départ, malgré un diagnostic partagé, la CGT est circonspecte eu égard à ce
103 mouvement. Les médias relaient des propos xénophobes, des attitudes peu
104 conformes... Bref, notre CGT est partagée, voire même coupée en deux sur l'attitude
105 à adopter. Il y a ceux qui souhaitent renforcer ce mouvement et y participer tout en
106 gardant leur identité. Et puis, il y a ceux qui prennent leurs distances avec une
107 contestation hétéroclite et non maîtrisée. L'UL n'échappera pas à ce débat. Quoiqu'il
108 en soit, les samedis contestataires vont se succéder et le pouvoir, mis à mal
109 temporairement, choisira la répression violente pour tenter de mettre fin à ce
110 mouvement. Il faut remonter loin dans le temps pour connaître une telle brutalité à
111 l'égard d'une contestation sociale

112 Dans le même temps, la répression syndicale s'amplifie au sein des entreprises. Des
113 militants, dont le seul tort est d'avoir défendu l'intérêt de leurs collègues sont victimes
114 de cette régression. A la SNCF, au CCAS de Nancy, à l'Ehpad la Verrière ou encore
115 à la MAS de Dommartin, nos camarades CGT sont traités comme des vulgaires
116 délinquants. La période est difficile. Face à un pouvoir qui faute de convaincre impose
117 et sanctionne, la CGT est bien seule.

118 Il n'empêche, le 1^{er} Mai 2019, 3500 manifestants vont parcourir des rues Nancéiennes
119 pour montrer que le monde salarié ne se résigne pas. En mai et juin, les mouvements

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

120 se succèdent : le 9 mai avec la défense de SP, le 9 juin avec la grève des Trams, les
121 6 et 11 juin avec des actions dans les urgences et le 14 juin avec un mouvement inédit
122 à la santé et dans les EHPAD.

123 En décembre 2019, nous serons 10 000 à Nancy et presque autant quelques jours plus
124 tard. A ce moment-là, la préoccupation majeure, c'est la réforme des retraites. Avec
125 l'aide appuyée d'une CFDT largement compromise, Macron et ses sbires tentent
126 d'imposer une réforme dont on sait que la majorité des retraités et futurs retraités
127 sortiront exsangues. Cette bataille d'ampleur allait persister au printemps 2020.

128 Sauf que...

129 Un méchant virus, venu de Chine malgré les affirmations de la ministre de la santé de
130 l'époque, allait bouleverser l'ensemble de la planète, stopper la réforme et la
131 contestation sociale et, accessoirement, nous empêcher de tenir notre congrès. Un
132 temps d'adaptation fut nécessaire à l'UL pour retrouver un fonctionnement, certes
133 dégradé.

134 L'histoire n'est donc pas finie et on peut imaginer que cet évènement sera fortement
135 commenté durant nos travaux.

136 Je ne reviendrai pas sur les carences et les contradictions de l'Etat dans la gestion de
137 cette pandémie. Chacun s'accorde à constater les déficiences manifestes du pouvoir
138 et la responsabilité d'un système prédateur (traduisez le capitalisme) sur les
139 défaillances constatées. Je ne reviendrai pas non plus sur la prise de conscience de
140 l'utilité sociale de ceux que d'aucuns ont nommé les premiers de corvée.

141 Et je ne reviendrai pas non plus sur les espoirs malencontreux de ceux qui croyaient
142 en un monde d'après plus respectueux des hommes et de l'environnement. Les crises
143 passent, le capitalisme demeure.

144 Intéressons-nous, par contre, à notre outil syndical. Cette période fut marquée par des
145 attaques virulentes contre les salariés. D'un côté, on les applaudissait de l'autre on
146 profitait de l'occasion pour fragiliser les conditions de travail voire le travail lui-même
147 et le plus souvent, les mettre en péril. Sachons le reconnaître, nous avons été
148 relativement absents durant cette période et, en tous les cas, très désorganisés ; Au
149 moment où les salariés avaient essentiellement besoin de l'outil collectif, celui-ci ne fut
150 pas présent. Ne voyez aucun reproche de ces propos mais une réalité factuelle qu'il
151 nous faut analyser objectivement.

152 Durant le premier confinement et ensuite, grâce à des camarades du collectif
153 revendicatif, un lien fut néanmoins préservé, au travers d'appels aux syndicats, qui
154 depuis perdurent pour d'autres motifs (mobilisations). Ces appels ont permis de faire
155 le point avec les camarades sur la situation dans leur entreprise et établissement
156 public, de collecter ces informations et d'alimenter l'Union départementale pour ses
157 discussions avec les autorités

158 Depuis début 2020, nous sommes donc soumis à une pandémie et à l'heure où
159 sont écrits ces lignes nous avons traversé six vagues, après omicron un énième
160 variant est annoncé, alors que les mesures sanitaires ne sont plus en vigueur. Cette
161 crise sanitaire qui n'en finit plus a été révélatrice des maux de notre société et a

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

162 démontré cruellement la véracité de nos analyses. Le système capitaliste, non
163 seulement ne peut répondre au défi que constitue la protection de l'humanité mais
164 accentue les effets de la crise.

165 Les conditions de vie et de travail ont continué à se dégrader pour une grande majorité
166 des salariés. Le travail en présentiel ou à distance s'est intensifié. Les pressions sur
167 les travailleurs se sont accentuées. La gestion de cette crise par le gouvernement a
168 été démonstrative de ses insuffisances, de ses mensonges et de son cynisme.

169 Nous ne reviendrons pas sur les pénuries de masques, de gel, de protections
170 individuelles qui ont marqué le début de la pandémie, révélatrice de choix libéraux
171 antérieurs ; nous ne reviendrons pas sur l'état catastrophique des services publics et
172 notamment de l'hôpital que les critères de gestion libérale a totalement démunis ; nous
173 ne reviendrons pas sur les profits faramineux réalisés par certains laboratoires plus
174 préoccupés de dividendes que de santé publique ; nous ne reviendrons pas sur les
175 effets calamiteux du système eu égard aux pays dit en voie de développement...

176 Une certitude cependant, le modèle social Français, bien que mis à mal par des
177 années de libéralisme, a mieux résisté qu'ailleurs. Cela n'enlève rien aux
178 conséquences catastrophiques sur le monde salarié en général, sur les services
179 publics en particulier et sur une politique qui, sous prétexte d'urgence sanitaire a
180 continué à faire régresser les droits des travailleurs quitte, d'ailleurs, à utiliser la
181 répression.

182 Ces deux dernières années sont inédites. De confinement en passe-sanitaire,
183 d'autorisation de sortie aux interdictions de rassemblement et d'accès aux loisirs ou à
184 la culture, de crises en crises et de mensonges en mensonges, cette pandémie a
185 bouleversé la vie des Français en général et des salariés en particulier.

186 De manière paradoxale, la réduction des libertés alliée à une répression sans
187 précédent a ravivé le mouvement revendicatif en portant en avant la question de la
188 santé, bien sûr, mais aussi celles des conditions de travail et du pouvoir d'achat. Il est
189 vrai que l'époque fut propice à certaines prises de conscience :

- 190 - Le délabrement des services publics, hôpitaux et écoles notamment
- 191 - La paupérisation du monde salarié
- 192 - L'Accroissement des injustices

193 Il est vrai également que cette crise a profondément perturbé notre vie militante, notre
194 activité et nos liens avec les syndicats. Nombre de réunions et de congrès ont été
195 reportés, dont le nôtre. Il nous a fallu modifier nos habitudes de travail, nos façons de
196 communiquer dans une période tourmentée marquée par une gestion autoritaire de la
197 crise sanitaire par les pouvoirs publics. Autre enseignement, sans surprise celui-là :
198 Ce sont les plus fragiles et les plus précaires qui ont le plus souffert durant cette
199 période.

200 Durant ces 2 années, alors que la répression s'accroît, que la casse des services
201 publics perdure, que des économies sont faites sur les plus démunis (assurance.
202 Chômage), le gouvernement distribue des milliards aux grandes groupes privés sans
203 contrepartie aucune. Certes, nous l'avons dénoncé mais hélas, la période n'était ni

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

204 propice aux mobilisations, ni à notre présence sur le terrain. A cela est venu s'ajouter
205 quelques dysfonctionnements au sein de notre organisation syndicale ;

206 Des décisions tardives, des mots d'ordre peu clairs, des interlocuteurs peu identifiés
207 qui ont parfois, hélas, nuit, aux stratégies de lutte. La critique se veut lucide et non
208 culpabilisante mais il nous faut bien reconnaître quelques manques.

- 209 - L'absence de plan de syndicalisation et de déploiement
- 210 - Des lacunes d'organisation
- 211 - L'absence de renouvellement des Directions syndicales
- 212 - Un manque de débat constructif et contradictoire
- 213 - La perte d'un contenu politique

214 Ce dernier point doit nous interpeller ; la montée de l'abstention constatée aux
215 élections régionales et celle de l'extrême droite nous oblige à repenser notre discours.
216 Tout comme la montée des révoltes parallèles, non structurées et le plus souvent
217 parasitées par des mouvements identitaires. La CGT, malgré ses efforts, reste
218 inaudible pour beaucoup. Cela doit nous interroger. Ces deux dernières années ont
219 généré des questionnements dans le monde du travail, tant sur le rôle et le contenu
220 du travail que sur les aspects salariaux et répartition des richesses. Il appartient à la
221 CGT d'apporter des réponses et de créer les conditions nécessaires à un rapport de
222 force permettant la réalisation des revendications. Mais cette dernière période a aussi
223 démontré nos insuffisances en la matière. S'agissant de notre Union Locale, elle a
224 certes maintenu une activité minimale dans les deux domaines de prédilection que
225 sont la formation et le juridique mais le lien avec les syndicats s'est distendu, les débats
226 furent minimes et les objectifs affichés lors du dernier congrès bien loin des
227 préoccupations militantes. Le constat est amer.

228 En 2017, nous comptions 4200 FNI et nous sommes à moins de 3000 fin 2021, preuve
229 en est que la baisse d'activité nuit au renforcement. Notre exigence d'un
230 renouvellement militant a été, elle aussi contrariée et la Covid n'en est pas la seule
231 responsable. Les deux domaines que sont la formation et le juridique ne résistent que
232 grâce à l'apport de retraités et notre CE a fondu comme neige au soleil.

233 Ce bilan peut apparaître comme extrêmement noir. Cependant, il nous faut le moduler
234 car de nombreuses luttes traversent notre territoire et doivent nous inciter à remettre
235 sur pied notre outil syndical. Ce congrès est une opportunité sous réserve d'un débat
236 franc, sans concession, exigeant et fraternel.

237 **Bilan des collectifs et des activités**

238 **Collectif formation**

239 Durant les 4 années et sept mois écoulées depuis le dernier congrès, l'Union Locale
240 CGT de Nancy a tenu 57 sessions de formation. 66 étaient prévues, mais la crise
241 sanitaire nous a obligé à 9 annulations.

242
243 Ce sont 517 stagiaires qui ont été formé(e)s. Là également, la crise sanitaire a impacté
244 nos réalisations, nous avons dû fonctionner à partir de 2020 avec une jauge de 10
245 stagiaires, puis 12 actuellement.

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

246 Nous accueillons généralement des groupes de 15 stagiaires, au-delà l'animation est
247 assez difficile, en dessous de 10 c'est la dynamique de stage qui se traîne.

248

249 Malgré ces difficultés c'est une moyenne de 103 stagiaires accueilli(e)s chaque année,
250 au lieu d'un peu plus de 150 habituellement. Deux années ont été particulièrement
251 ardues, il a fallu annuler des sessions et refaire un calendrier complet de formation.

252 Une année offre bien 52 semaines, mais une fois ôtées, les périodes de vacances
253 scolaires, les semaines coupées par des jours fériés, les périodes chargées, 1^{er} Mai,
254 congrès, il ne reste que 30 semaines pour faire tenir 15 à 18 formations, dans une
255 salle très sollicitée

256

257 C'est donc un bilan appréciable dans une période compliquée. Le mérite en revient à
258 l'équipe du collectif formation, un peu plus de 12 camarades, au secrétariat de l'UL, à
259 notre secrétaire administrative qui a fait l'interface lors annulations et
260 reprogrammations, et à nos stagiaires qui ont fait preuve de patience et de constance.

261

262 La précédente mandature et le début de celle-ci ont été marqués par un resserrement
263 du nombre de camarades engagés dans le collectif formation. Ceci était préoccupant,
264 et menait à ce que souvent les stages du tronc commun (accueil, niveau 1) reposaient
265 sur la présence de 2 ou 3 animateurs au mieux. Un effort a été fait pour chercher et
266 accueillir de nouveaux camarades dans le collectif, qui parfois venaient avec leurs
267 façons de faire et leurs projets. Aujourd'hui, le constat est moins dramatique mais une
268 attention et l'effort pour intégrer de nouveaux camarades volontaires doit continuer.

269

270 Par ailleurs, dans le cadre de la « solidarité » avec d'autres UL plus encore en difficulté,
271 nous avons pu co-organiser des formations sur d'autres périmètres (UL de Lunéville)

272

273 **7 types de formations proposées tout au long de l'année, pour coller au terrain**
274 **des luttes dans un monde qui change**

275

276 - formation d'accueil (renommé « *s'impliquer dans la CGT* ») 3 à 4 sessions par
277 an

278 - formation de niveau 1 (renommé « *participer à la vie de la CGT* ») 2 à 3 sessions
279 par an

280 - souffrance au travail 2 sessions

281 - démystifier le Droit 2 sessions

282 - CSE journées d'étude – formations à la demande

283 - communication 1 session par an

284 - Combattre les violences sexistes... 2 sessions

285

286 Toutes ces thématiques ont été mises en place pour répondre aux préoccupations
287 spécifiques de nos syndicats dans de nombreux domaines. De plus en plus, nos
288 formations générales doivent intégrer les problèmes spécifiques, les débats dans les
289 sessions témoignent du désarroi des militant(e)s face à des problèmes récurrents à
290 l'entreprise.

291 Depuis quelques décennies, l'entité « entreprise » a changé, elle s'est
292 considérablement réduite, sous-traitant ce qui n'est pas, selon elle, « *son cœur de*
293 *métier* », la composition organique a suivi, ainsi les équipes syndicales sont plus
294 petites, cet effet se renforce avec la création des CSE.

295

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

296 La « loi Travail », la mise en place des CSE, ont également formaté l'expression
297 revendicative dans un cadre institutionnel étriqué, avec des moyens humains et
298 matériel très limités. Les militant(e)s qui s'investissent aujourd'hui avec la CGT
299 doivent inventer le syndicalisme à l'entreprise. L'aide des précédentes générations est
300 désormais limitée. La mémoire sociale de l'entreprise a été souvent confisquée.
301 Beaucoup de salarié(e)s ignorent qu'ils et elles pourraient mener des luttes
302 d'envergure, qu'ils pourraient arracher des droits.
303 L'emprise médiatique libérale pollue encore plus la réflexion, dénature le langage
304 (*grogne sociale, plans sociaux, charges patronales, etc...*) fausse les analyses et rend
305 hypothétique toute action de lutte.

306

307 **L'expression des stagiaires, un indicateur enrichissant**

308

309 Très (trop) souvent les stagiaires témoignent de l'absence de personnes ressources
310 dans leur environnement proche. Patrons, gouvernements successifs, pratiques
311 sociales réformistes, mais aussi lois sécuritaires et sanitaires ont envahi la géographie
312 de l'entreprise de préconisations. Déplacements, relations sociale ne sont plus aussi
313 spontanés.

314 Il n'est pas rare, lors de la première prise de contact, de rencontrer des stagiaires,
315 ignorant le nom de leur fédération, de leur structure syndicale de rattachement, parce
316 qu'ils ou elles sont désespérément seul(e)s...

317 La pratique sociale de la grève est souvent à réinventer, parce qu'inconnue là où l'on
318 travaille.

319 Les formatrices, formateurs doivent être à l'écoute de ce qui semble être des détails,
320 pour démystifier les pratiques sociales et redonner l'usage des codes sociaux
321 confisqués, aider à fonder la démocratie syndicale.

322

323 Les dernières formations CSE mise en place par Amandine Lab et Jonathan Rassel
324 sont construites sur le questionnement des stagiaires. Cela permet de donner des
325 perspectives à leur activité, de différencier l'élue(e) d'une institution, d'un(e) militant(e)
326 investi(e) par la CGT. Ce travail est fastidieux parce qu'il nécessite une collecte
327 d'informations préalables au stage, une classification des thèmes et une restitution
328 après la formation. Cette façon de faire est très appréciée.

329

330 L'équipe pédagogique de l'Union Locale essaye donc de lier la formation de chaque
331 session au travail de terrain des stagiaires. Les attentes sont très différentes, d'un
332 métier à l'autre, La formation est une étape dans un processus plus long. La formatrice
333 ou le formateur peuvent ainsi devenir les personnes ressources de ces militant(e)s
334 trop isolé(e)s.

335

336 **Des publics qui changent : disparités et dénominateurs communs**

337

338 Nos stages de plus en plus féminisés, parfois exclusivement féminins, et très rajeunis
339 sont aussi le reflet de l'accroissement d'une population salariée très exposée :
340 précarité, temps partiel, bas salaires, organisation du travail pathogène, pression
341 diverses, violences sexistes. C'est trop souvent le lot des salariées des EHPAD, des
342 AVS, des auxiliaires de vie, agente d'entretien...

343

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

344 Mais les femmes-cadres, employées à statut ou fonctionnaires, témoignent également
345 des disparités dont elles souffrent, salaire, progression de carrières, classification,
346 surcharge de travail.

347
348 L'éventail des professions s'élargit, il faut veiller à une homogénéité des débats pour
349 que les stagiaires comprennent les enjeux de chacune et chacun, ainsi que les points
350 de vue. La diversité des métiers, des qualifications, des statuts (*ouvriers, employés,*
351 *cadres*), révèle aussi des diversités revendicatives et des priorités revendicatives
352 différentes.

353
354 Le travail du collectif formation n'est pas à une recette de comportement syndical, une
355 liste de cases à cocher, c'est aussi éveiller ou donner de la perspective à la réalisation
356 du travail syndical, c'est aider à penser la revendication, pour créer du lien entre
357 l'assistance de vie sociale, le chauffeur de bus, la cadre chef de service. Redonner un
358 sentiment de classe dans un monde qui renie le combat social, créer de l'unité chez
359 des individus qui peuvent se percevoir comme différents, voire concurrents, évoquer
360 un autre possible.

361
362 **Des stagiaires déterminé(e)s**

363
364 A chaque début de stage, nous recueillons les attentes des stagiaires. Généralement
365 les demandes sont précises, elles ciblent :

- 366 - le fonctionnement de la CGT
367 - comment je peux intervenir dans mon entreprise pour modifier ce qui ne va pas
368 - comment l'expliquer aux autres salariés, comment contrer le patron

369
370 Malgré un environnement social détérioré, un acharnement patronal démesuré, une
371 agression médiatique constante, des moyens militants réduits, les stagiaires débutant
372 (e)s sont venu(e)s se former dans nos locaux parce qu'ils ou elles refusent de se plier
373 à l'invitation réformiste, à l'injonction patronale. Même s'ils ignorent leur potentiel, leurs
374 droits, ils et elles manifestent une grande confiance dans la CGT pour se défendre et
375 gagner des droits à l'entreprise.

376
377 Rien n'est perdu tant que cette combativité demeure, la CGT a cependant une grande
378 responsabilité, celle d'éduquer, d'armer les salarié(e)s pour qu'ils et elles regagnent
379 du terrain, arrachent des droits.

380
381 Une partie de ce travail doit être assuré par nos équipes de formation, pour mettre en
382 place une politique de la revendication au service des luttes.

383
384 C'est un héritage précieux qui nous vient des « Bourses du Travail », en 1896 Fernand
385 Pelloutier, un des fondateurs de la CGT donnait une définition de ce que doit être la
386 formation : « Instruire pour révolter ! »

387 388 **Permanences Juridiques**

389
390 Malgré les vicissitudes conjoncturelles, le nombre restreint de camarades impliqués et
391 l'absence d'un fonctionnement collectif, les permanences juridiques ont été
392 maintenues durant ces 5 années – hormis lors du premier confinement en 2020 durant

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

393 lequel un accueil téléphonique a été assuré et qui perdure encore maintenant
394 partiellement.

395

396 Sur la durée de la mandature, ces permanences ont permis de recevoir entre 1000 et
397 2000 salarié-e-s rencontrant des difficultés, d'abord avec une réception sur le flux puis
398 sur rendez-vous à partir de 2020, et de leur apporter une aide juridique (conseils,
399 courriers, défenses) gratuite ou contre paiement d'une cotisation lorsqu'une procédure
400 est mise en œuvre.

401

402 Par ailleurs, suite à des décisions de la Commission exécutive, l'Union locale CGT
403 s'est portée partie intervenante dans deux procédures.

404

405 L'enjeu de cette mandature était le renouvellement des camarades impliqué-e-s dans
406 la permanence juridique. Les 3 camarades engagé-e-s dans cette activité ayant déjà
407 indiqué qu'ils souhaitaient à termes s'en désinvestir (ce sont 3 camarades retraité-e-
408 s). Nous avons pu accueillir plusieurs camarades qui ont participé aux permanences
409 en doublon avec les camarades qui les tiennent habituellement. Il est d'ores et déjà
410 envisageable un passage de relais à plus ou moins brève échéance avec 2
411 camarades. Il est néanmoins essentiel que d'autres camarades s'investissent dans
412 cette activité afin d'assurer sa pérennité sur le long terme.

413

414 **Collectif Communication**

415

416 Animé par un secrétaire à la communication, le collectif a rassemblé au mieux une
417 demi-douzaine de camarades. Ce collectif a souffert rapidement d'un manque de
418 participation. Le manque de temps syndical pour y participer en a certainement été la
419 cause première. Cela a été accentué lorsque le secrétaire à la communication a perdu
420 tout temps syndical pour l'animer.

421

422 Mais il est possible aussi que la difficulté à définir ce qui était du ressort du collectif
423 communication et de son secrétaire et de ce qui était du ressort du collectif revendicatif
424 ait pu jouer dans cet absence de mobilisation.

425

426 Quoi qu'il en soit, malgré ces difficultés, le collectif a pu travailler collectivement sur
427 une nouvelle maquette de l'Echo de l'UL. Cependant, l'absence de suivi n'a pas permis
428 de publier régulièrement l'Echo de l'UL.

429

430 Une attention particulière a été développée pour les photos lors des actions
431 revendicatives afin d'agrémenter notre communication interne ou publique (Echo de
432 l'UL, site internet, page Facebook). Un début d'intérêt pour la vidéo a été aussi vu le
433 jour, mais qui reste à l'état embryonnaire et qui mériterait une forme de
434 professionnalisation qui pourrait nécessiter une formation.

435

436 Conjointement avec notre secrétaire administrative, le secrétaire à la communication
437 a travaillé au développement du site internet. La secrétaire administrative le met à jour
438 de manière hebdomadaire le vendredi. Nos abonnés à notre liste de diffusion en sont
439 informés par mail.

440

441 Pour des raisons de disponibilité, la page Facebook, qui a été créée en 2015, est
442 animé par le secrétaire général. Cette page a environ 1800 abonnés et un peu plus de

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

443 1400 personnes qui l'ont « liké ». Depuis 2020, c'est en moyenne 716 personnes qui
444 chaque jour voient une de nos publications. Cette page permet d'informer rapidement
445 et largement des actions et initiatives de la CGT.
446

447 **Collectif revendicatif**

448 **Le Collectif et son fonctionnement**

449 Recréé suite au dernier congrès, animé par Odile Cassiani, et dans un premier temps
450 conjointement par Arnaud Dratschmitt, par nous avons essayé de travailler
451 différemment, et ce, afin d'avoir une organisation, une réflexion plus collective, nous
452 n'avons pas la prétention d'y être arrivé à 100% mais nous y travaillons : le collectif est
453 ouvert, les camarades vont et viennent au gré de leurs disponibilités. En lien avec la
454 commission exécutive et le secrétariat, les propositions d'actions et d'initiatives sont
455 toutes discutées en réunion du collectif, qui se réunit régulièrement (en général en fin
456 d'après-midi afin de permettre aux camarades qui travaillent de participer).

457 En effet pas de contrainte de participation à toutes les réunions, à toutes les initiatives,
458 au travail nécessaire d'organisation etc.

459 Chacun-e peut à tout moment apporter sa pierre à l'édifice « il y en a plus dans 10
460 têtes que dans une » et le fait d'être ce collectif ouvert nous permet cette réflexion
461 collective.

462 Une dizaine de camarades participent régulièrement aux réunions

463 **Rôle Revendicatif**

464 Notre rôle est de relayer les informations afin d'organiser la riposte et de déployer
465 l'activité revendicative dans nos entreprises, en soutien aux syndicats CGT lorsqu'ils
466 existent, et en lien et à partir des revendications spécifiques de chaque professions,
467 de chaque entreprises, et permettre ainsi de mobiliser l'ensemble de nos organisations
468 sur les temps forts de nos initiatives et luttes.

469 A ce jour il nous manque le lien physique avec nos syndicats, mails, tel, courriers,
470 publications diverses ne suffisent pas, certes, nous voyons beaucoup de nos
471 organisations dans les manifs, mais nous constatons que malheureusement beaucoup
472 sont absentes même si ils ont une activité dans leurs boites, il nous faut
473 impérativement recréer ce lien indispensable.

474 Notre collectif participe à l'organisation et à la mobilisation des grands moments de
475 notre vie syndicale, nous sommes aussi mobilisés pour apporter notre aide aux
476 camarades en luttes, dans les entreprises mais également en apportant aide financière
477 aux copains victimes de discrimination syndicale, nous organisons diverses initiatives
478 afin d'alimenter la caisse de solidarité de l'UL.

479 Notre collectif, un collectif créatif, inventif, fraternel et ouvert

480 **Les actions et initiatives :**

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

- 481 - Luttes revendicatives : les camarades du collectif revendicatif ont participé au
482 soutien de nombreuses luttes entre autre par
483 o la participation et renforcement des piquets de grève
484 o la participation à des initiatives et des actions des syndicats en lutte
485 comme en 2018 avec les cheminots
486 o la participation à des campagnes des syndicats, comme par deux fois
487 avec les camarades de la Connex/Kéolis en distribuant avec eux des
488 tracts aux usagers du transport urbain de l'agglomération
489 o la distribution aux entrées de ville (carrefour de Mouzimpré/terminus du
490 tram à Essey-lès-Nancy) ou sur la zone d'activité de Ludres, de tract
491 d'appel aux journées de grèves et manifestations interprofessionnelles.
492
- 493 - Solidarité : sur décision de la commission exécutive, le collectif revendicatif a
494 en charge la gestion du compte de solidarité de l'Union locale, sous la
495 responsabilité de la commission exécutive et du secrétariat auxquels il rend des
496 comptes régulièrement. Ce compte, alimenté par des appels aux dons mais
497 surtout par les différentes initiatives du type Brocante de la Solidarité (plusieurs
498 par an), a permis de participer à la solidarité nécessaire avec les camarades
499 réprimé-e-s du fait de leurs activités syndicales ou en grève, essentiellement
500 sur notre périmètre mais aussi au-delà. Nous avons participé aussi à la
501 solidarité avec les étudiants et leurs organisations syndicales.
502
- 503 - Défense de l'UL et Printemps de l'UL : le collectif revendicatif a pris une part
504 centrale dans le cadre de la lutte pour la défense de nos locaux en organisant
505 le Printemps de l'UL. Cette action qui a duré sur 6 mois entre mars et septembre
506 2018 a permis d'organiser sur notre parking, tous les vendredis en soirée, des
507 concerts et des projections de films et débats. Ce sont entre 10 et 20 camarades
508 qui durant toutes ses semaines ont participé à l'organisation hebdomadaire des
509 soirées et entre 50 et 150 personnes qui y sont venues chaque semaine
510 (permettant de récolter environ 5000 euros) :
511 L'objectif du Printemps de l'UL était double :
- 512 o inviter le plus possible de camarades de la CGT à venir à l'UL dans un
513 cadre différent, convivial, fraternel et culturel pour créer une dynamique
514 interne de mobilisation des syndiqué-e-s CGT de notre périmètre dans
515 la défense des locaux
516 o faire connaître l'UL au-delà de nos rangs pour créer une dynamique de
517 solidarité extérieure à la seule CGT
- 518 Si le second objectif a été rempli, le premier ne le fut pas, car la grande majorité
519 des personnes venant aux soirées du Printemps de l'UL étaient extérieure à la
520 CGT (on a même eu des touristes japonais venus pour un concert de jazz !).
521 L'énergie militante déployée par les camarades engagé-e-s dans l'organisation
522 est à souligner particulièrement.
523

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

524 - Offres Illégales : en partenariat avec les camarades du Comité nationale des
525 travailleurs privés d'emploi et précaires (CNTPEP-CGT) nous avons fait le 17
526 et 18 janvier 2022 une étude des offres d'emploi publiées par Pôle emploi sur
527 Nancy. Cette 13^{ème} étude effectuée par le CNTPEP-CGT en France, a permis,
528 à partir de l'étude de 501 offres, de confirmer une fois de plus que Pôle emploi
529 ne remplit pas ses obligations en publiant sur son site un grand nombre (59%)
530 d'offres illégales et mensongères. Cette étude participe à une campagne de
531 contre-propagande à celle du gouvernement et du patronat sur les prétendues
532 offres non-pourvues et donc sur la prétendue responsabilité des chômeurs et
533 chômeuses dans leur situation de chômage. Non ! Il ne suffit pas de traverser
534 la route pour trouver un emploi, car il n'y a pas un emploi pour toutes et tous
535 dans le cadre de la société capitaliste, surtout lorsqu'elle est en crise !

536 Rejoignez-nous

537 **Activité Livreurs de plateformes**

538 A l'automne 2020, dans le cadre de la mobilisation nationale des livreurs des
539 plateformes, via les camarades du syndicat CGT des Livreurs, l'Union locale est entrée
540 en contact avec 2 livreurs nancéiens d'Uber Eats. Avec eux, nous avons pu organiser
541 2 rassemblements, le 5 décembre 2020 et le 29 janvier 2021, réunissant entre 30 et
542 40 livreurs et autant de soutiens. Ces actions ont été bien relayées par la presse, mais
543 les difficultés de mobilisations larges des livreurs au-delà de celles et ceux d'Uber Eats
544 (Deliveroo, Just Eat, etc.) a très vite découragé les livreurs impliqués et nous n'avons
545 pas réussi à construire dans ce secteur.

546 Cependant, un camarade de la CGT, Edouard Waguet, Commerce 54 (salarié du
547 Monoprix) a repris peu de temps après son activité de livreur, ce qui a permis
548 d'engager une activité syndicale, aidé en cela par les responsables nationaux du
549 syndicat CGT livreurs, en autre Ludovic Rioux, d'un camarade nancéien de l'INRS qui
550 a une expertise sur le sujet, Michel Héry, et le secrétaire général de l'Union locale.

551 Le camarade participe aux réunions nationales de la CGT Livreurs. Un tract de
552 syndicalisation a commencé à être distribué début 2022.

553 Par ailleurs, grâce à cette activité et à ces actions, la mairie de Nancy considère l'UL
554 CGT de Nancy nous considère comme un interlocuteur syndical sur le sujet. Ainsi, elle
555 nous a interpellés sur son projet de remise en place d'une Maison des livreurs et une
556 réunion de discussion sur le sujet a été réalisée réunissant notre camarade livreur, le
557 secrétaire général de l'UL CGT de Nancy et l'adjoint au maire en charge du projet –
558 Morand Perrin. Nous avons pu mettre en ligne un questionnaire qui a reçu les réponses
559 de près de 10% des livreurs de Nancy et qui a permis de définir les attentes des livreurs
560 en la matière. Nous avons récemment été invités par la mairie à participer une table
561 ronde qu'elle entend organiser pour faire face au conflit qui s'est fait jour entre d'un
562 côté les livreurs et de l'autres les riverains et commerçants du centre-ville. Notre
563 camarade livreur y participera ainsi que Michel Héry en raison de son expertise.

564 **Collectif antisexisme**

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

565 Le collectif Anti-sexisme est créé en juin 2021, animé par Marjorie et Nicolas. Il est
566 composé de 5 femmes et 2 hommes.

567

568 Fonctionnement du collectif :

569 Après une première réunion satisfaisante en terme de perspectives et d'envie, le
570 soufflet semble est retombé : peu de participations aux réunions suivantes, voir
571 réunions annulées faute de participant.e.s, non par manque d'envie, plutôt des
572 contraintes autres qui semblent prendre le dessus.

573 On a créé un groupe Whatsapp qui nous sert à communiquer entre nous. Nous
574 envoyons des messages qui reçoivent peu de retours, notamment pour l'orga des
575 manifs. Difficile de cerner les freins, mauvaise communication de notre part ou pas de
576 temps disponible pour ces évènements, mais force est de constater que le collectif
577 n'investit pas l'organisation comme on le souhaiterait.

578 Marjorie et Nicolas ont participé au congrès du syndicat de la CPAM au cours d'une
579 table ronde sur les violences sexistes et sexuelles. Nous souhaitions proposer aux
580 syndicats du périmètre de l'union locale de les rencontrer lors d'une réunion de leur
581 commission exécutive ou lors de journées ou demi-journées d'études. Nous n'avons
582 pas trouvé le temps d'écrire aux syndicats.

583 Formation combattre les violences sexistes et sexuelles :

584 Deux sessions de formation ont été organisées en octobre et en février. En octobre,
585 une camarade du collectif confédéral femmes-Mixité est venue nous aider, Malika,
586 membre du secrétariat de l'UD en charge du collectif Femme-Mixité a également
587 participé en tant qu'intervenante. En février, Marjorie et Nicolas ont assuré la formation
588 tous les deux, formation ayant regroupé 9 participants issus de divers univers
589 professionnels, ce qui prouve que le problème est présent partout et qu'il est important
590 de continuer à proposer cette formation afin qu'elle touche le plus grand nombre de
591 syndiqués, d'élus et de formateurs possible.

592 Globalement un retour positif sur la formation. Le sujet intéresse beaucoup, la réalité
593 des violences est « conscientisée » et c'est apprécié.

594 Lors des deux stages, les stagiaires ont exprimé le fait que la durée n'est pas adaptée,
595 car il manque du temps pour les débats et pour les exercices pratiques, notamment
596 celui sur l'accueil des victimes. Si le stage dure plus longtemps, on pourrait imaginer
597 une intervention extérieure (Marc Benoit ?) sur la responsabilité de l'employeur,
598 l'enquête, comment déclencher l'enquête.

599 Convergences des luttes :

600 Au travers du collectif antisexisme, l'Union locale a été un élément moteur de la
601 construction d'action unitaire sur la question de la lutte pour l'égalité entre les femmes
602 et les hommes et contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes.

603 A l'occasion de la journée de lutte contre les violences faites aux femmes le 25
604 novembre, et de la journée de lutte pour les droits des femmes le 8 mars, nous avons

Bilan – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

605 organisé des actions revendicatives avec différentes organisations (UD CGT,
606 Solidaires, FSU, #NousToutes54, Libert'Elles, UCL, Equinoxe, LDH Nancy).

607 A savoir que la FSE a demandé, mais trop tard, d'intégrer le collectif d'organisation et
608 que la LDH n'a pas participé au 8 mars, nous avons compris que l'instance dirigeante
609 locale était dissoute.

610 Les évènements organisés dont l'UL a été partie prenante :

- 611 • À l'occasion du 25 novembre :
- 612 • Manif du samedi 27 novembre.
- 613 • Réunion publique à l'UD sur la lutte contre les violences sexistes et
- 614 sexuelles.
- 615 • Manif du 5 mars à l'occasion du 8 mars.

616 Les manifestations ont rassemblé environ 300 personnes, mais il faut noter une
617 présence syndicale CGT très faible, trop faible, en tout cas pas à la hauteur des enjeux.

618 La réunion publique intersyndicale à l'UD le 25 novembre 2021 a rassemblé surtout
619 des militants syndicaux, mais elle a permis de mettre en évidences les positions
620 communes des 3 organisations syndicales organisatrices (CGT (UL & UD), FSU 54 et
621 Solidaires 54) sur la question des violences sexistes et sexuelles.

622 Les réunions de préparations sont fastidieuses, et le temps passé semble
623 disproportionné par rapport aux événements, mais ce temps a permis de tisser des
624 liens intéressants entre militant.e.s des différentes organisations pour la lutte anti-
625 sexiste sur Nancy et ses environs. La dynamique entre ces organisations, syndicales
626 ou non, est vraiment positive.



1^{ère} Résolution

Renforcer les liens entre l'Union locale et les syndicats et les syndiqué-e-s de son périmètre

Un enjeu majeur de fonctionnement, d'efficacité et de pérennisation

D'un point de vue fonctionnement et organisation, le 18^{ème} congrès avait pour résolution centrale, formulée sous forme de slogan : « ouvrir les portes et les fenêtres de l'UL ». Derrière cette formulation, l'idée était de permettre et faciliter l'implication et l'activité des syndiqué-e-s et des syndicats au sein de l'Union locale par un fonctionnement inclusif : collectif de travail ouvert (collectif revendicatif, collectif de lutte contre le sexisme, en plus de la revitalisation du collectif formation), plus grand nombre de commission exécutive ouverte, assemblées générales de lutte, organisation d'initiatives et d'activités militantes conviviales et culturelles, etc.

Mais cela voulait dire aussi que, sans pour autant dissoudre la CGT sur Nancy, l'Union locale devait regarder plus encore au-delà de ses murs et participer à la construction des cadres unitaires nécessaires pour faire face aux enjeux de la période. Si ce dernier objectif a été rempli d'une manière volontariste dans la mesure du possible, il s'est avéré que le fait d'ouvrir les portes et les fenêtres ne suffisait en soi pour que les syndicats et les syndiqué-e-s « s'emparent de l'UL » ou participent à ses activités d'une manière quantitative et qualitative substantiellement supérieure.

Alors, si cette nécessité d'ouverture en interne et à l'externe n'est nullement remise en cause, bien au contraire, et si les décisions du 18^{ème} congrès de l'Union locale en la matière demeurent d'actualité qu'il s'agira de continuer de mettre en œuvre, il convient aujourd'hui de trouver les moyens de renforcer les liens entre l'Union locale CGT et les syndicats et syndiqué-e-s de son périmètre. Cela permettra en outre justement de renforcer les actions de l'UL tout en contribuant à faire un pas, si ce n'est un saut, à la fois quantitatif et qualitatif dans son fonctionnement – Inchallah !

Nous avons peut-être pêché par optimisme (voire naïveté) lors de notre dernier congrès lorsque nous pensions qu'il suffisait de déclarer que l'Union locale était ouverte pour que les syndicats et les syndiqué-e-s s'y impliquent massivement. Autrement dit, qu'il suffisait de se dire inclusif pour que cette inclusivité soit un fait réel.

Les attaques contre le monde du travail à la fois du patronat et des gouvernements, et d'autres part la dégradation des droits syndicaux a pu engendrer, par nécessité, un repli des syndicats sur leur périmètre et leurs problématiques propres et donc une impossibilité de renforcer l'interprofessionnel.

Il ne faut toutefois pas dramatiser, car l'Union locale CGT de Nancy reste une Union locale vivante où de nombreux camarades sont impliqué-e-s et mènent des activités utiles aux monde du travail et au développement du mouvement syndicale et de la CGT. Et que, malgré les difficultés et peut-être aussi nos lacunes, des améliorations ont eu lieu durant cette dernière mandature.

Résolution n°1 – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

40 Mais depuis des années les liens entre l'Union locale CGT de Nancy et globalement
41 les syndicats de son périmètre peuvent s'être distendus, du moins avec certains. Pour
42 les autres, leur implication dans l'Union locale ou les liens qui subsistent procède d'une
43 orientation volontaire et consciente des syndicats ou de certains de leurs militants à
44 vouloir construire les structures et luttes interprofessionnelles, plus que d'une
45 orientation volontariste de l'Union locale de les convaincre de le faire allant les
46 chercher.

47 Cela n'est pas récent mais la dernière période avec la crise sanitaire et les
48 confinements successifs ont pu renforcer cette dynamique d'éloignement avec
49 certains syndicats. Le fonctionnement actuel de l'Union locale qui fait avec celles et
50 ceux qui sont volontaires mais qui ne va pas forcément chercher celles et ceux avec
51 qui nous n'avons pas ou peu de liens à certainement contribuer à cela aussi.

52 Là encore, il ne faut pas dramatiser, car depuis 2 ans maintenant, grâce en particulier
53 aux camarades du collectif revendicatif (et depuis récemment des membres de la
54 commission exécutive) des tournées d'appels téléphonique (phoning) sont réalisées
55 plusieurs fois par an à la fois pour informer des initiatives de l'Union locale et des
56 échéances interprofessionnelles et prendre des « nouvelles » et connaître la situation
57 du syndicat et dans l'entreprises. Mais nous n'avons jamais réussi à mettre en œuvre
58 les décisions concernant les « tournées syndicales », c'est-à-dire les rencontres
59 régulières avec eux au travers de leurs réunions d'instance.

60 Cet éloignement se concrétise par une absence ou un manque d'information sur les
61 activités des syndicats, leur vie et évolution, une absence ou un manque d'information
62 sur leurs militants et leurs instances dirigeantes, et enfin une absence de ses syndicats
63 (et syndiqué-e-s de ses syndicats) aux initiatives de l'Union locale et
64 interprofessionnelles. Nous avons qu'une connaissance approximative de leurs
65 activités et fonctionnement. Il arrive même parfois que nous apprenions qu'une grève
66 à lieu ou à lieu sur notre périmètre impliquant l'un de nos syndicats par voie de presse
67 ou pire par les Renseignement territoriaux. Il arrive parfois, lors de nos « tournées »
68 d'appels téléphoniques, que nous apprenions qu'un camarade n'est plus secrétaire
69 général du syndicat, qu'il a pris sa retraite ou qu'il a quitté pour diverses raisons la
70 CGT. Nous avons des difficultés à connaître l'organigramme des syndicats. Nous ne
71 connaissons que très rarement le calendrier des instances des syndicats et nous y
72 sommes que très rarement invités. Nous avons qu'une connaissance lacunaire des
73 débats qui traversent nos syndicats – parfois uniquement lorsqu'il traverse une crise
74 interne – ou de leurs cahiers revendicatifs.

75 Cette méconnaissance impacte l'efficacité de la CGT sur le périmètre de l'Union locale
76 CGT de Nancy. Il faut chercher à la combler, bien évidemment selon des modalités
77 qui exclut toute la remise en cause de leur autonomie. Le fonctionnement fédéraliste
78 de la CGT reste une valeur cardinale que nous défendons à l'Union locale CGT de
79 Nancy. Cela doit être et rester une démarche volontaire des parties intéressées et
80 dans le cadre de discussions et débats démocratiques entre organisations de la CGT.

81 *Dès lors, pour la prochaine mandature, le congrès de l'Union locale CGT de*
82 *Nancy est résolu à mettre en œuvre un plan de renforcement des liens entre*

Résolution n°1 – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

83 *l'Union locale CGT de Nancy au travers et délègue à la commission exécutive*
84 *issue du 19^{ème} congrès, et à son secrétariat, sa mise en œuvre :*

- 85 1) *Le congrès appelle les syndicats à porter à la connaissance de l'Union*
86 *locale leur calendrier de réunions d'instances régulière ou extraordinaire*
87 *et à solliciter la participation de l'Union locale en fonction des besoins et*
88 *des sujets. Une discussion permanente, informelle et formelle, doit avoir*
89 *lieu entre l'Union locale CGT de Nancy et ses syndicats sur des sujets*
90 *aussi divers que les activités revendicatives et l'établissement de cahiers*
91 *revendicatifs, Le calendrier interprofessionnel et celui des activités*
92 *propres de l'Union locale, la formation, la politique financière et le*
93 *versement COGETISE, la mise à jour de COGICIEL (en lien avec l'UD),*
94 *les statuts et le fonctionnement du syndicat, etc.*
95 *Une politique volontariste de l'Union locale doit être nécessairement mise*
96 *en œuvre pour avoir connaissance des réunions et proposer sa*
97 *participation dans le cadre d'un plan de «visites» des syndicats de son*
98 *périmètre lors des réunions d'instance : congrès et assemblées*
99 *générales, commission exécutive et secrétariat. Ce plan de visite doit*
100 *permettre de rencontrer tous les syndicats au moins une fois au cours de*
101 *la mandature. Une prise de contact est une priorité avec les syndicats (et*
102 *syndiqué-e-s dans le cadre des syndicats nationaux ou dont la*
103 *structuration dépasse les limites de notre périmètre) avec lesquels nous*
104 *n'avons que peu ou pas de liens.*
- 105 2) *Dans le respect de la RGPD, fiabiliser notre fichier contacts au moyen de*
106 *questionnaires envoyés une fois par an aux syndicats et aux moyens des*
107 *tournées d'appels téléphoniques afin de connaître les adresses mails et*
108 *numéros téléphones des différents membres des secrétariats*
109 *(spécifiquement secrétaires généraux et trésoriers) des syndicats de*
110 *notre périmètre.*
- 111 3) *Une connaissance des membres de la commission exécutive ainsi que*
112 *des élu-e-s et mandaté-e-s CGT est aussi nécessaire au travers des*
113 *questionnaires du point 2.*
114 *Le congrès appelle les syndicats de son périmètre à fournir les procès-*
115 *verbaux des congrès et assemblées générales ainsi que leurs statuts, et*
116 *les listes présentées lors des élections professionnelles et d'apporter à la*
117 *connaissance de l'Union locale les différents mandaté-e-s de leurs*
118 *syndicats au sein de leur entreprise et le cas échéant à l'extérieur de*
119 *l'entreprise.*
- 120 4) *Continuer les tournées d'appels téléphoniques dans le cadre de*
121 *l'information aux syndicats des activités de l'Union locale, des*
122 *mobilisations interprofessionnelles et lors des appels à soutien pour des*

Résolution n°1 – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

123 *lutttes locales (motion, soutien aux piquets de grève, etc.) en discussion*
124 *avec les syndicats concernés.*
125 *Le congrès appelle les syndicats à porter systématiquement à la*
126 *connaissance de l'Union locale CGT de Nancy les conflits sociaux dans*
127 *leurs entreprises auxquels ils participent.*



2ème Résolution

1 **La bataille des locaux n'est malheureusement** 2 **pas finie ! Continuons le combat !**

3 **Rappel des faits et élément de compréhension de la problématique**

4 En 2016-2017, le maire de Nancy, Laurent Hénart, nous faisait part de son intention
5 de modifier les modalités de mise à disposition des locaux aux organisations
6 syndicales, par la mise en place du paiement d'un loyer et des charges (chauffage,
7 électricité, eau). A posteriori, il semble évident que cette volonté municipale de mettre
8 fin à cette « subvention indirecte » estimée aux alentours de 40.000 euros par an, ne
9 date pas de 2016. La signature d'une convention de mise à disposition en 2012 avec
10 une durée de 6 ans - certainement la première depuis 1936, année d'arrivée de l'Union
11 locale dans ces locaux, puisque nous en n'avons pas trouver d'autres – signe cette
12 volonté.

13 Par ailleurs, cette remise en cause des hébergements des structures
14 interprofessionnelles des organisations syndicales n'est pas spécifique à Nancy. C'est
15 un phénomène d'ampleur nationale puisque d'autres municipalités, de droite comme
16 prétendument de gauche, ont mené la même politique. Elle se situe donc dans une
17 offensive antisyndicale qui accompagne l'offensive antisociale du patronat, des
18 gouvernements et aussi de certaines collectivités territoriales, sous prétexte de
19 politique d'économie (de bouts de chandelles, en réalité).

20 Quoi qu'il en soit, toutes les autres organisations syndicales concernées acceptèrent
21 sans combat ces nouvelles modalités. Ce positionnement a rendu la tâche plus difficile
22 à la CGT puisqu'elle donna l'argument de l'égalité de traitement entre toute les
23 organisations syndicales à la mairie de Nancy qui depuis s'accroche à ce prétexte.
24 L'Union locale CGT de Nancy se retrouva donc bien seule dans cette lutte contre la
25 modification des modalités d'hébergement qui, pour nous, représentait non seulement
26 une remise en cause de 80 ans d'histoire syndicale sur la ville mais aussi et surtout
27 une probable mise à mort de notre structure à brève échéance par asphyxie financière
28 et/ou empêchement de notre fonctionnement et activités.

29 Le congrès de l'Union locale CGT de juin 2017 adoptait une résolution (Résolution
30 n°3 : la bataille des locaux – rester au 17 rue Drouin, un enjeu de taille) qui actait notre
31 volonté de rester dans nos locaux historiques gratuitement et engageait les instances
32 de l'Union locale à engager le bras de fer avec la mairie.

33 L'Union locale engagea donc une dynamique de construction de rapport de force face
34 à la mairie visant à mobiliser les syndicats et les syndiqué-e-s de son périmètre ainsi
35 que les structures CGT, mais aussi à élargir le soutien à l'extérieur de la CGT :

- 36 - Pétition en ligne,
- 37 - Distribution de tract à la population,
- 38 - Manifestations et rassemblements spécifiques ou à l'occasion de journée de
39 mobilisation interprofessionnelles,
- 40 - Invasion du conseil municipal à l'automne 2017,

Résolution n°2 – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

41 - Printemps de l'Union locale

42 Ces actions et activités furent les éléments centraux de cette mobilisation.
43 Parallèlement nous avons recherché de documents permettant d'envisager une
44 défense « légale » de l'Union locale et nous avons rencontré des avocats spécialisés
45 (Maitre Cyfermann et Tadic). L'aspect legaliste du combat s'avéra être une impasse :
46 aucun document permettant de justifier de notre présence dans ces locaux (hormis
47 une délibération de 1936 du conseil municipal) ne furent trouver et les avocats nous
48 ont affirmé que quoi qu'il arrive les mises à disposition de bâtiment public le sont à titre
49 précaire et peuvent être remis en cause à tout moment.

50 Parallèlement, les rencontres multiples avec le maire et/ou ses représentants
51 continuaient sans que les discussions ne fasse avancer le dossier puisque les
52 propositions – rachat des locaux (396.000 euros sans compter les travaux
53 nécessaires) ou relogement assorti d'un loyer plus charges – était inacceptable et
54 servait essentiellement de justification à la mairie. Cela malgré nos solides arguments
55 s'appuyant entre choses sur le rapport de 2013 sous la tutelle de l'IGAS sur la mise à
56 disposition de locaux aux structures interprofessionnelles des organisations syndicales
57 par les collectivités territoriales qui affirmait leur rôle dans le développement de la
58 démocratie sociale sur le territoire et concluant sur la nécessité des mises à
59 disposition :

- 60 - L'UL n'est pas un coût pour la collectivité, car grâce aux services gratuits, en
61 particulier les permanences juridiques, nous permettons aux administré-e-s les
62 plus fragiles de se défendre gratuitement pour une somme totale certainement
63 supérieur à l'évaluation du coût de la mise à disposition gratuite.
- 64 - Le coût de l'hébergement de l'Union locale représente seulement 0,04% du
65 budget de la commune chaque année et que par conséquent l'argument
66 d'économie ne tient pas une seule seconde
- 67 - Par la formation, la coordination de défense des intérêts individuels et collectifs,
68 nous participons au développement de la démocratie sociale, qui représente un
69 gain pour la société, localement et nationalement.
- 70 - L'expulsion ou la disparition de l'UL impactera aussi les autres structures de la
71 CGT mais aussi les associations que nous hébergeons ou à qui nous prêtons
72 nos salles pour se réunir (DAL, RESF, Toit pour les migrants, syndicats
73 étudiants, etc.). Par cette facilitation de la vie associative (militante) nous
74 participons à leur développement.

75 Le rapport de force que nous avons réussi à construire ne nous permet pas de faire
76 plier la mairie en l'obligeant à continuer de nous mettre à disposition gratuitement les
77 locaux. Il aboutit seulement à ce que la municipalité n'envisage pas notre expulsion
78 comme une option possible tout en refusant de nous proposer une nouvelle convention
79 de mise à disposition gratuite.

80 Ce faisant elle nous mettait dans une situation inconfortable d'occupant sans titre ni
81 droit (squatteur). Et cela lui permettait conséquemment de couper l'ensemble des
82 compteurs que nous devons donc reprendre à notre compte, entraînant un coût
83 supplémentaire pour l'UL de 7000 à 9000 euros par an. Coût que nous avons partagé

Résolution n°2 – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

84 entre tous les résidents des locaux, CGT ou non. Par ailleurs, notre niveau de
85 mobilisation ne permet pas de s'opposer concrètement à la vente d'une grande part de
86 notre parking au temple franc-maçon qui prévoit d'y construire une extension de leurs
87 propres locaux.

88 En septembre 2018, à l'issu de notre mobilisation et de l'échéance conventionnelle,
89 nous nous retrouvions donc une situation de recul sans visibilité pour l'avenir mais
90 sans toutefois avoir perdu la bataille.

91 En 2020, les élections d'un nouveau maire PS, issu d'une coalition PS-EELV-PC, sans
92 optimisme irraisonné ni illusions démesurées, changeait la situation. Cependant, nous
93 avons vite déchantés.

94 En effet, notre demande d'audience de juillet 2020 est restée lettre-morte, alors même
95 que Mathieu Klein rencontrait d'autres organisations syndicales. Ce n'est qu'en
96 octobre 2021, que le maire s'est rappelé à notre bon souvenir de mauvaise manière
97 en nous proposant un relogement dans les anciens locaux l'UD FO, vétustes et plus
98 petits que ce que nous avons actuellement, assortie d'un loyer et de charges annuels
99 d'environ 25.000 euros (locaux qu'il proposait en même temps à Solidaires 54 sans
100 nous en avertir).

101 Notre réponse de refus par courrier aussi complète que cinglante entraîna une
102 proposition de rencontre avec le directeur de cabinet du maire. Au cours de cet
103 entretien nous avons pu une nouvelle fois avancer nos arguments et défendre notre
104 volonté légitime de rester dans nos locaux actuels et historiques à titre gracieux. La
105 mairie va donc nous proposer une nouvelle convention de mise à disposition mais
106 nous ne savons pas qu'elle en sera la teneur en termes de loyer. Nous avons aussi
107 écrit aux différents partis composant la majorité municipale. Nous avons rencontré la
108 section nancéienne du PS. Les membres de leur délégation ont dit qu'ils allaient porter
109 le débat en section à laquelle participe Mathieu Klein. EELV ne sont même pas allés
110 chercher le recommandé montrant à quel point la défense des organisations
111 syndicales les intéresse. Le PC ne nous a pas répondu, mais cette organisation avait
112 été à nos côtés avant le changement de municipalité et nous les avons rencontrés
113 officieusement plusieurs fois en 2021 sur le sujet. Nous pouvons espérer que leur
114 positionnement sur le sujet n'ait pas changé.

115 Il ressort de cela que la situation de l'Union locale CGT de Nancy au regard de la mise
116 à disposition des locaux historiques de notre structure n'est pas résolue et qu'il est
117 nécessaire que nous soyons toujours mobilisés et que ce que nous obtiendrons sur le
118 sujet, comme sur n'importe quel sujet dans cette société, dépendra de notre capacité
119 de construire un rapport de force. C'est pourquoi nous proposons à l'adoption la
120 résolution suivante :

121 *Ayant pris connaissance de la situation concernant les locaux de l'Union locale*
122 *CGT de Nancy, les syndicats de son périmètre réunit en congrès réitèrent leur*
123 *résolution à défendre notre présence dans nos locaux historiques du 17 rue*
124 *Drouin à Nancy à titre gracieux. Pour ce faire :*

Résolution n°2 – 19^{ème} congrès UL CGT Nancy

- 125 - Ils appellent l'ensemble des syndicats et des syndiqué-e-s du périmètre
126 de l'Union locale CGT de Nancy à prendre la mesure de l'enjeu et de
127 l'importance de l'existence de la structure interprofessionnelle de
128 proximité pour le développement du mouvement syndical, de la CGT et
129 de la lutte des classes sur l'agglomération. Ils les appellent donc à se
130 mobiliser largement à chaque fois que ce sera nécessaire et à participer
131 à toutes les initiatives qui seront prises pour défendre nos locaux.
- 132 - Ils engagent les instances de direction de l'Union locale CGT de Nancy
133 issues de son 19^{ème} congrès à organiser la mobilisation des syndicats et
134 des syndiqué-e-s de son périmètre pour la défense de nos locaux et notre
135 hébergement à titre gracieux à chaque fois que cela sera nécessaire sous
136 toute forme jugée utile et nécessaire pour l'atteinte de l'objectif. Ainsi qu'à
137 prendre toutes les mesures, y compris juridiques/judiciaires, pour cela. Ils
138 les engagent à créer les conditions d'un soutien large auprès des
139 organisations du mouvement ouvrier et social ainsi qu'auprès de la
140 population de l'agglomération dans la mesure du possible.
- 141 - Ils exhortent les différentes structures de la CGT à défendre les locaux
142 de l'Union locale CGT de Nancy et notre hébergement en leur sein à titre
143 gracieux, à participer et faire la publicité des différentes initiatives qui
144 pourraient être prises sur le sujet.



RAPPEL

Aux syndicats CGT de l'UL de Nancy

Cher(e) Camarade,

Nous t'informons que le prochain Congrès de l'UL CGT de Nancy se tiendra les 9 et 10 juin 2022 à la salle Bernie Bonvoisin, allée de Champagne à Vandoeuvre.

Le Congrès est une étape importante de la vie démocratique de notre organisation et c'est aussi un moment important de réflexions, d'échanges, d'orientations et de décisions que nous aurons à prendre durant ces 2 jours. Ce congrès portera des enjeux particuliers concernant l'avenir de l'Union Locale en termes de renouvellement de l'équipe d'animation et d'organisation des activités. Il est donc important que vous fassiez le maximum pour participer au congrès.

Il est important que vivent les structures interprofessionnelles, afin de développer les solidarités entre les salariés du privé et du public, les actifs et les retraités pour mieux coordonner les actions.

Qui peut venir au congrès

Chaque syndiqué, qu'il soit adhérent à son syndicat d'entreprise, voire sa section syndicale ou syndiqué au syndicat multipro de l'Union Locale CGT de Nancy est invité à notre Congrès, qu'il soit salarié, privé d'emploi ou retraité.

Cependant, seuls les syndiqués dûment mandatés par leur syndicat sont habilités à voter.

Règles de participation au Congrès

Pour participer et voter au congrès, les syndicats devront être à jour des cotisations 2021 au 30 avril 2022.

Comment participer au congrès, sur quel temps syndical

Dans certaines entreprises, branches ou dans les services publics est prévu par accord, convention collective ou statut, la possibilité d'avoir des jours de congrès syndical. Vérifie si c'est le cas.

Peut-être as-tu aussi la possibilité d'avoir du temps de délégation syndicale, si tu es élu ou mandaté.

Su tu rencontres des difficultés sur les droits syndicaux pour participer au congrès, tu peux prendre contact avec l'UL.

Demande de candidature à la Commission Exécutive

Tu trouveras aussi une fiche de candidature à la Commission Exécutive pour la prochaine mandature à nous retourner avant le 15 mai 2022.

Les documents en vue de notre prochain congrès sont en préparation et seront présentés et votés à la Commission Exécutive avant d'être envoyés dans vos syndicats courant avril 2022.

D'autres informations concernant le Congrès seront envoyées.

Comptant sur ta participation, reçois, cher(e) Camarade, nos salutations fraternelles.

Le Secrétaire Général

Yann Venier

19^{ème} **congrès**
 Les 9 et 10 juin 2022
 À Vandoeuivre
 Salle Bernie Bonvoisin

Union locale de Nancy
 et ses environs
la cgt

Inscription au 19ème Congrès Union Locale CGT Nancy

Syndicat CGT :

Adresse complète :

Téléphone : Mail :

Nombre de timbres payés en 2021 :

Les délégués au Congrès

(2 délégués maximum par syndicat + 1 délégué par tranche de 50 adhérents)

Nom-Prénom	Mandat	Journ ée	du 9 juin	Journé e	du 10 juin
		Présen ce	Repas	Présen ce	Repas

Prix des Repas

Le prix des repas est fixé à 25 €uros par jour et par personne (café, brioche, apéritif et repas complet)

Merci de retourner pour le 15 mai 2022 au plus tard les inscriptions avec le règlement des repas à l'Union Locale CGT – 17 rue Drouin 54000 Nancy.

Nombre de repas 9 juin : x 25 € = €uros

Nombre de repas 10 juin : x 25 € = €uros

Les repas réservés et non payés ne seront pas commandés

Date :

Signature :

1^{ème} 9

Union locale de Nancy et ses environs

la cgt

congrès
Les 9 et 10 juin 2022
À Vandoeuvre
Salle Bernie Bonvoisin

Le Syndicat CGT

Conformément aux statuts de l'Union Locale CGT de Nancy propose :

La (les) Candidature(s) à la Commission Exécutive

Nom – Prénom	Resp. Syndicale	TéL et mail

Maintient la (les) Candidature(s) actuelle(s), à sa voir :

Nom – Prénom	Resp. Syndicale	TéL et mail

La (les) Candidature(s) suivantes à la Commission de Contrôle Financière

Nom – Prénom	Resp. Syndicale	TéL et mail

A retourner pour 15 mai 2022
À l'Union Locale CGT, 17 rue Drouin – 54000 Nancy

BULLETIN DE DISCUSSION

Préparatoire
au 19^{ème} Congrès
De l'UL CGT de Nancy

DE L'UL CGT DE NANCY

au 19^{ème} Congrès



Ukraine : cessez-le-feu immédiat ! Construisons la paix partout dans le monde

L'Union Locale CGT de Nancy signe l'appel nancéen pour un cessez le feu en Ukraine.

Notre démarche pacifiste, antimilitariste, notre soutien aux peuples opprimés se retrouvent pleinement dans cette démarche.

Nous souhaitons aussi rappeler qu'il ne peut pas y avoir de « tri » dans le soutien aux opprimés, aux réfugiés. Plusieurs millions de femmes et d'enfants sont poussés à l'exode hors d'Ukraine, bien sûr il faut les accueillir . Cela ne peut se faire au détriment d'autres réfugiés venant du Yémen, de Syrie, d'Afghanistan., de Tchétchénie ,

Le gouvernement français, quatrième dealer de mort dans le monde, arme l'Arabie Saoudite qui pilonne les civils au Yémen, avec l'appui de l'Otan. La France a pour clients une grande partie des despotes et des tyrans de la planète et participe ainsi à la fabrication d'une poudrière du moyen orient jusqu'en Afrique. Ce même gouvernement fait un tri odieux entre bons réfugiés et mauvais migrants, lacérant les toiles de tentes à Calais, laissant les enfants se noyer à nos frontières, entassant les familles promises au charters dans les centres de rétention

À la fin de 2020, un nombre record de 48 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne à travers 59 pays et territoires en raison de conflits et de violences..88 % des personnes tuées ou blessées par des armes explosives en ville sont des civils, en Afghanistan, en Libye, en Syrie et au Yémen . En Syrie, où 60 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire, le coût des produits alimentaires de base a augmenté de plus de 230 %

182 agents de santé, au secours des populations civiles, ont été tués dans 22 pays touchés par des conflits comme au Burkina Faso, en République démocratique du Congo (RDC), en Somalie et en Syrie, entre février et décembre 2020

Ce bilan est aussi celui des gouvernements français successifs , de l'Europe et de l'Otan. Le partage du monde voulu par le capital se règle à l'arme lourde sur le dos des peuples.

La coalition de l'Otan dispose d'un peu plus de mille milliards de dollars d'investissement en arme face au 71 milliards de la Russie mais l'Otan, l'Europe n'ont rien à opposer au bain de sang de Poutine, pendant les discussions stériles , le massacre continue. Donc la politique de surarmement ne sert à rien.

La CGT s'oppose à cette guerre , ainsi qu'à toutes les guerres. La mobilisation envers les réfugié(e)s ukrainien(ne)s doit être exemplaire , comme toutes les mobilisations envers les peuples menacés.

chiffres : ONU – unric.org : monde diplo
monde-diplomatique.fr/cartes/ventesdarmes16

